

BGer 8C 189/2014 vom 13. März 2015

Bundesgericht, 2015-03-13, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bger_8C_189_2014

FR: TF 8C 189/2014 du 13 mars 2015

IT: TF 8C 189/2014 del 13 marzo 2015

Regeste

Aide sociale (restitution) | Santé & sécurité sociale

Erwägungen

E. 1

Sauf dans les cas cités expressément par l' art. 95 LTF , le recours en matière de droit public ne peut pas être formé pour violation du droit cantonal en tant que tel. En revanche, il est toujours possible de faire valoir que la mauvaise application du droit cantonal constitue une violation du droit constitutionnel, en particulier qu'elle est arbitraire au sens de l' art. 9 Cst. (ATF 138 V 67 consid. 2.2 p. 69; 135 III 513 consid. 4.3 p. 521 s.). Il appartient toutefois à la partie recourante d'invoquer ce grief et de le motiver d'une manière suffisante (cf. art. 106 al. 2 LTF). S'agissant de l'application arbitraire du droit cantonal, celle-ci doit donc préciser en quoi l'acte attaqué serait arbitraire, ne reposerait sur aucun motif sérieux et objectif, apparaîtrait insoutenable ou heurterait gravement le sens de la justice (ATF 137 V 57 consid. 1.3 p. 60).

E. 2

Par décision écrite, l'Hospice général réclame au bénéficiaire, à sa succession ou à ses héritiers qui l'ont acceptée, le remboursement de toute prestation d'aide financière perçue indûment par la suite de la négligence ou de la faute du bénéficiaire.

E. 3

Le remboursement des prestations indûment touchées peut être réclamé si le bénéficiaire, sans avoir commis de faute ou de négligence, n'est pas de bonne foi.

E. 3.1

Les premiers juges ont retenu que le recourant n'avait pas informé l'Hospice général de son mariage, le 30 novembre 2006, soit trois mois seulement après avoir sollicité des prestations. Le 5 novembre 2007, lorsqu'il avait renouvelé sa demande, il n'avait pas mentionné son épouse mais avait délibérément indiqué être célibataire, alors que son attention avait été attirée sur son obligation de renseigner. Par ailleurs, il n'avait pas non plus annoncé avoir travaillé auprès de la Ville de Genève de novembre 2007 à avril 2008. La juridiction cantonale en a conclu que le recourant et son épouse avaient obtenu des prestations en violation de l'obligation de renseigner et donc indûment, de sorte que la décision de l'intimé de réclamer au recourant le remboursement de l'intégralité de l'aide perçue, soit 46'478 fr. 45 pour la période du 1 er août 2006 au 31 janvier 2008 et 6'626 fr. 20 pour la période du 1 er janvier au 31 mars 2010 était fondée.

E. 3.2

Le recourant invoque la péremption ou la prescription des droits de l'Hospice, au motif que ce dernier aurait agi plus d'une année après la connaissance des faits incriminés. Ce moyen est infondé. Comme cela ressort de la disposition citée plus haut, le délai (relatif) de la prescription, respectivement de la péremption, est de cinq ans dès la connaissance du fait et l'on ne voit pas que l'intimé aurait agi tardivement au regard de ce délai.

E. 3.3

Le recourant conteste ensuite devoir restituer l'intégralité des prestations d'aide sociale réclamées. S'il admet que l'intimé puisse lui réclamer la restitution du montant de 13'243 fr. 50, correspondant au salaire perçu pour son activité lucrative exercée entre novembre 2007 et janvier 2008, il conteste qu'il en aille de même pour le surplus. Il fait valoir que même s'il avait fait preuve de la plus grande transparence et avait collaboré autant qu'on pouvait l'exiger de lui, il aurait en tout état de cause eu droit à ce surplus de prestations. Par ailleurs, il soutient qu'il est arbitraire de lui réclamer la restitution de la somme de 6'626 fr. 20 versée pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2010 alors que l'intimé savait depuis fin 2009 qu'il était marié. Les premiers juges ont considéré que toute prestation obtenue en violation de l'obligation de renseigner est une prestation perçue indûment. Ils ont également constaté qu'en raison de l'importance des manquements, leur fréquence et leur durée, l'impossibilité d'établir clairement les faits, l'attitude du recourant - ayant exercé une activité au sein d'une assurance sociale - et de son épouse qui ont donné des versions contradictoires, voire mensongères, notamment au sujet de leurs activités respectives, la décision de l'intimé de réclamer la restitution de l'intégralité de l'aide financière versée était fondée. Certes, on ignore dans quelle mesure exacte le recourant et son épouse auraient eu droit à des prestations d'aide sociale s'ils avaient pleinement satisfait à leur obligation de renseigner. Toujours est-il que le recourant ne démontre pas, conformément aux exigences accrues de l'art. 106 al. 2 LTF (cf. consid. 1 supra), en quoi la juridiction cantonale est tombée dans l'arbitraire en retenant que les prestations obtenues en violation de l'obligation de renseigner étaient sujettes à restitution au regard notamment de l'impossibilité de reconstituer a posteriori et dans la durée la situation économique réelle des intéressés. Ce grief doit par conséquent également être écarté. 4. Mal fondé, le présent recours doit être rejeté. Vu l'issue du litige, les frais judiciaires doivent être mis à la charge du recourant qui succombe (art. 66 al. 1 LTF).

E. 4

Les héritiers sont solidairement responsables, mais seulement à concurrence du montant de la succession.

E. 5

L'action en restitution se prescrit par 5 ans, à partir du jour où l'Hospice général a eu connaissance du fait qui ouvre le droit au remboursement. Le droit au remboursement s'éteint au plus tard 10 ans après la survenance du fait.

E. 6

(...) 3.